



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la protection des
populations

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Service prévention des risques environnementaux
N°IC 2004/3370
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 - 1 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 février 2012, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU le récépissé de déclaration du 29 novembre 1991 , au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **G.A.E.C. DE LAVAQUER** », relatif à l'exploitation en BOURBRIAC au lieu-dit « Lavaquer » d'un élevage avicole de 8 500 dindes de chair (25 500 animaux équivalents et un changement de production enregistré le 27 avril 1998 pour une capacité d'accueil de 25 500 poulets de chair ;
- VU la demande présentée le 21 février 2011 par l'installation classée « **G.A.E.C. DE LAVAQUER** », sise « Lavaquer » en BOURBRIAC, en vue de la restructuration interne d'un élevage avicole déclaré pour 25 500 animaux équivalents (poulets de chair), pour, après projet, 43 614 animaux équivalents (poulets lourds) suite à l'arrêt de l'atelier allaitant, l'agrandissement

de 650 m2 du poulailler existant pour une surface totale de 1850 m2, ainsi que la mise à jour du plan d'épandage, en BOURBRIAC au lieu-dit « Lavaquer »

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;

VU les délibérations des conseils municipaux de BOURBRIAC (7 octobre 2011) – KERIEN (27 octobre 2011) – MAGOAR (25 octobre 2011) – PLESIDY (27 octobre 2011);

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 20 février 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 2 mars 2012 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'un forage se situe à 18 mètres du poulailler ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du BLAVET;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de BOURBRIAC, dont le seuil d'obligation de traitement est de 15 000 UN et le plafond d'épandage est de 90 ha ;

CONSIDERANT que le dossier soumis à l'instruction concerne une demande de création de 650 m2 de poulailler avec augmentation du cheptel autorisé de 18 114 animaux équivalents dans le cadre d'une restructuration interne et mise en conformité du plan de gestion des déjections ;

CONSIDERANT qu'après projet, l'élevage avicole aura une capacité d'accueil de 43 614 animaux équivalents volailles , relèvera du régime de l'autorisation et nécessite la création de 650 m2 de poulailler supplémentaires;

CONSIDERANT que l'enquête publique s'est déroulée du 21 septembre 2011 au 22 octobre 2011 ;

CONSIDERANT que l'avenant déposé en décembre 2011 comprend : - le volet non-dégradation de la charge en P205 - l'engagement du pétitionnaire dans un SFEI (système fourrager économe en intrants) ;

CONSIDERANT que le plan de gestion des déjections présenté;

CONSIDERANT que la demande est établie pour une production de volailles de chair et que le bilan agronomique ne tient compte que de la production de poulets ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

1.1.- Le GAEC DE LAVAQUER, ci-après dénommé l'éleveur, domicilié à BOURBRIAC au lieu dit "Lavaquer" est autorisé à exploiter à cette adresse, à 18 mètres d'un forage existant, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 43 614 animaux équivalents volailles de chair en présence simultanée (poulets, dindes, pintades), sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 8 397 unités et la quantité de phosphore à 7 782 unités par an.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111 - 1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 1 850 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) poulailler(s) et annexes devront être au minimum d'euro-classe feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles (groupe électrogène), s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 3 - Conditions de stockage au champ et d'épandage.

3.1.- Le stockage au champ doit respecter les règles de distance prévues vis à vis des points d'eau et des habitations. Il est exclu sur des parcelles où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique, pendant les périodes de forte pluviosité et dans les zones d'infiltration préférentielle (failles, bétoires).

3.2. - Les zones de stockage doivent être proches des parcelles qui recevront le fumier et leurs emplacements modifiés chaque année. Le retour sur le même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

3.3. - Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices.

3.4. - La durée de ce stockage ne doit pas dépasser 10 mois.

3.5. – Les épandages réalisés sur les céréales et sur prairies devront être réalisés avec un épandeur équipé d'une table d'épandage grande largeur.

ARTICLE 4 - Meilleures Techniques Disponibles (MTD).

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 5 - Prescriptions particulières relatives au forage existant :

Le forage existant ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

- 5.1. - Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :
- 5.2. - Un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées ;
- 5.3. - La protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- 5.4. - Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- 5.5. - Le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires) ;
- 5.6. - L'interconnexion avec le réseau public est interdite;
- 5.7. - L'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.
- 5.8. - A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères.

L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées.

ARTICLE 6 -

La cessation de la production de vaches allaitantes sera effective dès l'augmentation de cheptel avicole.

ARTICLE 7 -

La production de phosphore totale ne devra pas être supérieure à 11 417 unités.

ARTICLE 8 -

Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration du 16/12/1994 modifié le 27 avril 1998 au nom de Monsieur Jean-Michel LE PROVOST et le récépissé de déclaration du 29 novembre 1991 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « G.A.E.C. DE LAVAQUER ».

ARTICLE 9 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 10 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de BOURBRIAC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de BOURBRIAC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 11 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- « — par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- « — par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée».

ARTICLE 12 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de BOURBRIAC, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires) de KERIEN, MAGOAR, PLESIDY .

SAINT-BRIEUC, le

14 MARS 2012

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Philippe de Gestas-Lespérroux

SAINT-BRIEUC, le

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général